

Postface

Divergences entre quelques thèses de Chuang et certaines positions théoriques du Collectif d'édition Senonevero

En tant que *Collectif d'édition Senonevero*, il nous paraît nécessaire d'exprimer notre désaccord sur quelques points de ce livre. Avant tout, il s'agit de la qualification par *Chuang* de la période « maoïste » de « socialiste » et parfois même de « socialiste » contenant « son projet communiste » : « projet » à la fois « intérieur au socialisme » et devant se produire « conflictuellement » à lui. De ce point de désaccord découlent les quelques autres. Il est bien sûr que « socialisme » et *a fortiori* « communisme » sont des productions et des projections toujours historiques ne se référant pas à une norme idéale. Mais jamais ni l'un ni l'autre n'ont été espérés ou décrits comme un système d'exploitation forcenée de la force de travail et de la population en général.

Cette *Postface* comporte deux parties. Dans la première nous exposerons de façon analytique nos points de divergences avec *Chuang*, dans la seconde nous présenterons de façon plus synthétique ces mêmes divergences et notre point de vue, en soulignant que chaque fois nous nous sommes appuyés sur la précision et la profondeur historique du texte de *Chuang*.

Présentation analytique des divergences et des interrogations

Sur l'émergence de la Chine à partir des impératifs mondiaux de l'accumulation capitaliste.

Cette « émergence » est le thème majeur de la première partie de l'ouvrage que nous publions. Dès l'*Introduction* de cette première partie : « Sorgho et acier », *Chuang* définit sa problématique et ses perspectives :

« Nous proposons ci-dessous une histoire en trois parties de l'émergence de la Chine à partir des impératifs mondiaux de l'accumulation capitaliste. Nous commençons par la partie explicitement non capitaliste de cette histoire, l'ère socialiste et ses précurseurs immédiats, qui ont vu le développement des premières infrastructures industrielles modernes sur le continent est-asiatique. La deuxième partie couvrira la "Réforme et l'ouverture" initiée à la fin des années 1970, qui s'est terminée par la destruction du "bol de riz en fer" lors de la vague de désindustrialisation des années

1990. La dernière section [non parue à ce jour] couvrira la période qui a suivi cette désindustrialisation et qui se poursuit aujourd'hui, y compris la transformation capitaliste de l'agriculture et la création du prolétariat contemporain chinois.

[...] Cette première section couvre la période non capitaliste, au cours de laquelle le mouvement populaire dirigé par le Parti communiste chinois (PCC) a réussi à la fois à détruire l'ancien régime et à *arrêter la transition vers le capitalisme* [nous, *Senonevero*, soulignons], laissant la région coincée dans une stase incohérente comprise à l'époque comme "socialisme". Le système socialiste, que nous appelons "régime socialiste développementiste", n'était ni un mode de production ni une étape de transition entre le capitalisme et le communisme, ni même entre le mode de production tributaire et le capitalisme. Comme ce n'était pas un mode de production, ce n'était pas non plus une forme de "capitalisme d'État", dans lequel les impératifs capitalistes étaient poursuivis sous le couvert de l'État, la classe capitaliste étant simplement remplacée dans la forme mais non dans la fonction par la hiérarchie des bureaucrates du gouvernement.

« Au contraire, le régime socialiste développementiste désigne l'effondrement de tout mode de production et la disparition des mécanismes abstraits (qu'ils soient tributaires, filiaux¹²⁷ ou commerciaux) qui régissent les modes de production en tant que tels. Dans ces conditions, seules des stratégies de développement fortes, menées par l'État, étaient capables de stimuler le développement des forces productives. La bureaucratie s'est développée parce que la bourgeoisie n'en était pas capable. Étant donné la pauvreté de la Chine et sa position par rapport au long arc de l'expansion capitaliste, seuls les programmes *Big push* [« Grande poussée », « Grande impulsion »] d'industrialisation d'un État fort, associés à des configurations locales de pouvoir résistantes, étaient capables de construire avec succès un système industriel. Mais la construction d'un système industriel n'est pas la même chose que la transition réussie vers un nouveau mode de production. ».

Ce sont les présupposés théoriques sous-tendant cette perspective historique que nous ne pouvons partager.

- a) *Il existerait quelque chose comme un « non-mode de production », et a fortiori un « non-capitalisme »*

En 2000, le philosophe hégéliano-marxiste anglais Christopher Arthur (Chris Arthur) publie dans le numéro 32-33 de la revue *Critique - A Journal of Socialist Theory*, dirigée par l'économiste marxiste Hillel Ticktin un article intitulé *A clock without a spring : epitaph for the USSR* (Une horloge sans ressort : épitaphe pour l'URSS ; texte repris au chapitre 10 du recueil « *The new dialectic and Marx's Capital* » (*La nouvelle dialectique et le Capital de Marx*, Éd. Brill, 2004 – non traduit).

Chris Arthur s'inspire des analyses de Hillel Ticktin, développées dans ses articles de la revue *Critique* entre 1974 et 2017 (et réunis dans le livre *Origins of the Crisis in the USSR : Essays on the Political Economy of a Disintegrating System*, Éd. Routledge, 1992 – non traduit), où sont mis en évidence, en s'appuyant sur une description concrète, l'incohérence fondamentale de l'économie soviétique de l'époque, ses dysfonctionnements récurrents et son incapacité à se hausser au niveau des économies capitalistes développées occidentales. On trouve chez Hillel Ticktin la première formulation du concept de « non-mode de production » au sujet de l'économie de l'URSS, reprise par Chris Arthur, et appliquée par *Chuang* à l'économie de la Chine de 1949 à 1978.

Dans l'aire anglo-saxonne, le travail de Hillel Ticktin a eu une influence importante dans la remise en cause des théories marxistes « classiques » sur l'URSS et les pays de l'Est (capitalisme d'État ou dégénérescence du socialisme, etc...).

¹²⁷ Nous reprenons le terme « filial » utilisé par les auteurs, qui renvoie à la notion – centrale dans la culture chinoise – de la piété « filiale », bien qu'il semble s'agir ici du système familial.

Chris Arthur explicite ainsi l'idée, introduite par Hillel Ticktin, d'un « non-mode de production » :

« Tournons-nous maintenant vers ces systèmes post-révolutionnaires qui proclamaient avoir aboli le capitalisme, bref le “modèle soviétique”. Dans la mesure où il s'agit de la forme sociale, le capitalisme fut détruit en URSS. *Cela n'a pas de sens de dire que le système connaissait la valeur, la plus-value, ou l'accumulation du capital (il va sans dire que le développement de l'industrie lourde n'est pas en soi un signe d'accumulation du capital)* [nous soulignons]. Il y avait la forme prix, et la forme salaire, mais cela ne représentait nullement une quelconque forme d'apparition de la valeur, puisqu'ils étaient fixés dans le cadre d'un système totalement administré [...]

« La fabrique globale en URSS partit donc de ce modèle capitaliste, dont l'élément clé est la division hiérarchique du travail, depuis ceux qui au niveau le plus bas exécutent les ordres des autres, jusqu'à ceux qui sont impliqués dans le processus du plan quinquennal. On reproduisit toute la configuration humaine/matérielle de la technique du capital. Mais sans le régulateur économique objectif des mesures de valeur.

« Une fabrique n'est pas un mode de production. Il faut qu'il soit en outre spécifié par quelle forme sociale elle est régulée. Puisque le système de la fabrique fut établi par le développement même du capital, il en résulta que, une fois séparé du capital même en tant que forme sociale, ce contenu perdit précisément le caractère d'être un contenu et devint une base matérielle du nouvel ordre.

« La grande différence avec le capitalisme c'est que le manque de régulateur objectif par la valeur laisse le mécanisme sans ressort, c'est-à-dire qu'il n'y a pas de dynamique d'accumulation du capital. [...]

« Quelle était cette nouvelle forme sociale ? Ce n'était sûrement pas le socialisme. Au contraire, l'exigence d'une certaine *direction* imposée par la base matérielle héritée conduisit avec une extraordinaire rapidité à une dictature bureaucratique. Comme Ticktin l'a montré, parler ici d'une “économie planifiée” est franchement impropre, car les systèmes d'information et de contrôle de base n'étaient pas en place du fait de l'antagonisme entre planificateurs et planifiés ; tout au plus peut-on parler d'une économie administrée dans laquelle les chefs d'entreprise et les ouvriers survivaient du mieux qu'ils pouvaient. [...]

« N'étant ni du capitalisme ni du socialisme, l'URSS manquait de cohérence organique. [...] Ce caractère paradoxal est exprimé par Ticktin quand il dit que ce n'était pas un mode de production du tout (*a fortiori* ni un “capitalisme d'État” ni un “collectivisme bureaucratique”). Les directives mises en vigueur politiquement étaient incapables de contrôler les usines de façon à promouvoir le développement des forces productives sous une forme stable et permanente.

« Lénine [...] était enthousiaste de la “gestion scientifique”, dont Taylor dans la théorie et Ford dans la pratique s'étaient fait les pionniers. Mais la vérité c'est que le taylorisme ne fut jamais appliqué en URSS (le stakhanovisme [...] n'était pas scientifique au sens de Taylor.) Les soviets [...] *voulaient* appliquer la gestion scientifique ; mais ils furent incapables de le faire parce que la production était gouvernée par une forme non-capitaliste.

« On ne pouvait pas l'appliquer en URSS parce qu'il était fait sur mesure pour le capitalisme ; [...] Taylor se serait retourné dans sa tombe si quelqu'un avait osé l'associer au flagrant excédent de main-d'œuvre caractéristique de l'industrie soviétique. [...]

« Le système soviétique n'était pas un système d'économie du travail mais un système de thésaurisation du travail. En clair là où il était illégal de licencier des ouvriers, les directeurs n'avaient guère d'intérêt à économiser le temps de travail. En outre ils ne pouvaient organiser un système de juste-à-temps parce qu'en URSS l'approvisionnement n'avait jamais lieu dans les délais. C'est pourquoi il était important de constituer et de thésauriser des stocks contre ce genre de tarissement de l'approvisionnement sur des périodes plus ou moins longues.

« Ainsi la production soviétique marchait-elle selon le système du “jamais-à-temps” ; il fallait presque tout le mois pour mettre en ordre les machines et pour se faire livrer les matières premières, puis pour atteindre les objectifs du mois l'usine entrait dans un processus connu sous le nom de “tempête” où tous les gens disponibles travaillaient jusqu'à l'épuisement ; un autre hiatus se

produisait alors, et ainsi de suite. En fait les directeurs thésaurisaient le travail au cas où une période de “tempête” serait nécessaire pour respecter les délais du plan.

[...] Et le consommateur découvrait que les produits de la “tempête” étaient défectueux. En somme le taylorisme n'a aucun sens quand les emplois des ouvriers sont garantis. [...]

« J'ai dit, à la suite de Hillel Ticktin, qu'il n'y avait pas de mode de production en URSS. [...] Ce que j'avance, c'est que les rapports de production en URSS souffraient d'une incohérence de la forme et du contenu. [...] Si nous revenons à l'essentiel, nous devons faire partir l'analyse sociale non pas de la forme de l'État mais de la forme de la production. Ce n'était pas une production pour le profit ; ce n'était pas une production pour les besoins ; c'était une production pour des objectifs imposés de façon extérieure à la logique du procès de production lui-même.

« Dans le cas du capitalisme nous savons que la loi de la valeur transmet d'usine à usine les temps de travail socialement nécessaires pour n'importe quel article, et que les flux de capital et l'innovation technologique se renforcent mutuellement. [...]

« Mais l'URSS n'avait pas de boucle de rétro-activité de ce genre ! [...] Aucun plan quinquennal ne réussit jamais, il fallait le retravailler radicalement d'année en année. Les prétendus plans n'avaient aucune signification car l'information disponible était profondément altérée par les distorsions politiques du système. Et là où le plan était réalisé ce n'était souvent qu'à la lettre et non dans la substance. L'État interférait dans l'économie, mais le système ne se régulait pas conformément à une logique inhérente à sa capacité productive. Aussi j'avancerais que le phénomène bien connu de la croissance rapide des facteurs de production de base, suivie par la paralysie chronique quand divers produits sophistiqués étaient nécessaires, ne devrait pas être interprété comme l'effet d'une loi économique mais comme le signe d'une absence de loi. Une combinaison de facteurs politiques (coercition et enthousiasme volontariste) mettait les choses en mouvement, mais comme aucun nouveau mode de production n'était stabilisé, le système ne pouvait tourner par lui-même quand ces pressions politiques diminuaient.

[...] Comme il y avait une croissance extensive considérable ce processus était lui-même énormément gaspilleur ; mais le problème crucial était le retard dans la croissance intensive.

[...] Il y avait donc assurément des rapports de production d'un certain type, mais pas de système organique de métabolisme social.

« Toute l'expérience démontre la sagesse de l'idée de Marx que l'économie est déterminante par rapport à la politique. L'élite voulait être une vraie classe dominante, et il semblait qu'elle avait tout le pouvoir qu'on puisse souhaiter, avec le KGB, le Goulag et les millions de membres du parti bien dressés ; mais elle ne pouvait se fonder sur la production ; ils pondaient des quantités de “plans”, de “décrets”, d’“ordres”, de “réformes”, mais ils ne pouvaient livrer les marchandises. C'était aussi simple que ça.¹²⁸ »

Le *plan* n'était jamais respecté, n'était jamais adéquat, *c'est précisément ainsi que la loi de la valeur s'imposait*. Que la plus-value extorquée, parfois dans des procédures d'une extrême violence, se perde dans les méandres de la planification pour revenir s'imposer dans sa répartition de façon perverse ne perturbe que ceux qui pensent que le mode de production capitaliste réellement existant dans toutes ses diversités mondiales (qui s'entretiennent les unes les autres) ne peut être tel et ainsi appelé que conformément aux pages conceptuelles du *Capital*. Nous ne pouvons qu'être étonnés devant l'extrême puissance d'imagination des vieux trotskistes, intimement convaincus de s'être toujours trompés, mais en cela toujours prêts à trouver des arguties montrant que ce n'était pas le cas. Ce en quoi les maos-staliniens sont toujours prêts à les rejoindre.

Cette analyse de Chris Arthur au sujet de l'URSS, *Chuang* l'applique à la Chine des années 1949-1978 : « En réalité, ces changements politiques étaient profondément liés à la nature instable du régime socialiste développementiste. La transition vers le capitalisme ayant été effectivement interrompue et la Chine ayant été retirée des circuits mondiaux de marchandises, il n'y avait pas d'incitations stables ni de normes sociales guidant l'accumulation, l'organisation industrielle ou les nouveaux cycles de développement et d'investissement. Il en est résulté un va-et-vient chaotique

¹²⁸ Chris Arthur, *op. cit.*, p. 207-213.

entre des possibilités disparates ancrées dans les structures industrielles et agricoles héritées du passé, sans parler de la géographie physique du pays et de son ratio terre/homme. » C'est donc de façon naturelle que *Chuang* affirme : « Ce système industriel n'était pas immédiatement ou "naturellement" capitaliste. »

Commentant en 1960 le *Manuel d'économie politique de l'Union Soviétique* (édition de 1959), Mao écrit cependant : « *Il est bon de considérer la loi de la valeur comme un instrument pour le travail de planification* [nous soulignons]. Mais il ne faut pas en faire la base principale de la planification. Chez nous le Grand Bond en avant n'a pas été fondé sur les exigences de la loi de la valeur mais sur la loi économique fondamentale du socialisme et sur les besoins d'accroissement de notre production¹²⁹. »

Nous n'insisterons pas sur la catastrophe que fut le « Grand Bond en avant ». Pour l'instant le plus intéressant est la suite du texte de Mao qui nous dit que le volontarisme socialiste n'est qu'une entorse momentanée à la loi de la valeur : on va dépenser momentanément beaucoup de travail (aménagements hydrauliques) pour un effet non-immédiat sur la production, ce qui va entraîner une augmentation des coûts par unité produite. Mao poursuit : « Mais à long terme, l'augmentation du niveau de la production des céréales sera assurée à un rythme plus rapide et la production agricole sera stabilisée encore davantage. Le prix de revient d'une quantité donnée d'une production deviendra alors moins élevé...¹³⁰ ». Cette « loi économique fondamentale du socialisme » ressemble fort à la loi de la valeur du mode de production capitaliste où la rotation de certains investissements en capital fixe dans les infrastructures est si lente qu'ils sont souvent pris en charge par les « planificateurs de l'État ». Est-ce que dans un système hautement capitaliste, les grands investisseurs dans les chemins de fer n'ont-ils pas souvent fait faillite, comme les perceurs des canaux transocéaniques ? Dans les années 1950 et 1960, la planification à la française incluait une organisation du crédit extrêmement sélective contrôlant et orientant les investissements. De même, après-guerre, le plan Marshall est accompagné de directives contraignantes d'investissements. Dans un cas comme dans l'autre, cela a pu provoquer des situations de sur ou de sous-investissement[s] selon les branches et de graves distorsions sur les marchés. La loi de la valeur ne se limite pas à poser l'équivalence entre un habit et une bible, par là-même elle est une répartition du temps de travail social moyen disponible, mais, qu'ils soient « officiellement » capitalistes ou « planificateurs socialistes », la loi de la valeur agit toujours dans le dos de ses protagonistes et les rappelle à l'ordre.

Revenons à *Chuang* qui, à la suite de Chris Arthur, parle de « non-mode de production », d'absence « d'incitations stables [et] de normes sociales guidant l'accumulation, l'organisation industrielle ou les nouveaux cycles de développement et d'investissement ». Ajoutant qu'« aucun mode de production ne s'est déployé », en conséquence, c'est l'État qui joue « le rôle mécanique

129 In *Mao Tsé-toung et la construction du socialisme*, Paris, Éd. du Seuil, collection Politique, 1975, p. 132. Le contexte de ce « Commentaire » c'est la famine du « Grand Bond en avant ». Plus précisément, c'est le début de sa remise en cause, qui met dans un premier temps Mao en position défensive face aux premières critiques de sa politique par les autres « Immortels » (« incident de Lushan », juillet 1959, où le ministre de la défense Peng Dehuai, intervient sur les conséquences catastrophiques du « Grand Bond en avant » lors d'un Comité de travail du PCC, mais reste isolé et est écarté). Mais rapidement cette phase est dépassée, et Mao prend la défense de sa campagne de réformes, qui ne sera abandonnée qu'à l'automne 1960. C'est vraisemblablement à ce moment critique que Mao, confronté aux résultats de sa politique et aux réactions des autres dirigeants, retourne à l'économie politique. Selon l'introduction à ce recueil de textes sur la « Construction du socialisme », Mao aurait avoué (été 1959) qu'avant le mois d'août 1958, il ignorait tout de la construction économique et de la planification industrielle – en consultant les manuels russes porteurs de l'orthodoxie. D'où en 1960 ces commentaires critiques où il affronte la doxa stalinienne ; la grande question, c'est : qu'est-ce qui doit passer en premier, le plan socialiste ou la loi de la valeur, la mobilisation volontariste ou l'orthodoxie laissant une place au marché ?

De ce « Grand Bond en avant » de 1958-1961, c'est avant tout « le grand transfert de ressources de l'agriculture vers l'industrie, y compris la soustraction de main d'œuvre et son affectation dans des travaux extra-agricoles (industries rurales, petits hauts-fourneaux, travaux d'irrigation) » que retient Giulio Motosi (*Démocratie impérialiste en Chine : les dilemmes du pluralisme à parti unique*, Montreuil, Editions Science marxiste, 2023), qui dit encore à propos de cette « offensive semi-autarcique » : « "la grande famine" est une "famine capitaliste" : même pendant cette période, la Chine continue d'exporter du blé en URSS afin de financer l'importation des machines nécessaires pour stimuler l'industrie. » (p. 71).

130 *Ibid.*, p. 133.

d'organisateur de la production, de la distribution et de la croissance ». Est-ce que l'État, dans les pays ordinairement reconnus comme capitalistes ne joue pas aussi ce rôle ? Nous reviendrons plus loin sur les raisons qui font que dans une « Formation économique et sociale » (FES) définissant une période de transition entre modes de production, divers modes de production s'entrecroisent avec toujours, dans cet entrecroisement, un mode de production dominant, l'État jouant alors, à ce moment-là, un rôle essentiel¹³¹. La période dite « socialiste à projet communiste » n'est pas un « non-mode de production » mais la coexistence et les conflits entre plusieurs modes de production, ce qui définit une période de transition et non un « blocage de la transition » comme nous le présente *Chuang*. Et, dans chacun de ces modes, une chose est sûre et évidente : l'extorsion de surtravail (pas toujours « rationnelle »), n'est pas *ipso facto* sa répartition optimale qui même dans un mode de production capitaliste développé n'existe jamais que tendanciellement.

Mis à part les fantomatiques « tendances naissantes au communisme », nous pouvons reprendre cette conclusion de *Chuang* : « La Chine entre les années 1950 et 1970 n'était ni une réplique du socialisme russe, ni un "capitalisme d'État", ni un simple processus d'accumulation originelle proto-capitaliste facilité par le gouvernement comme dans les autres États en développement de la région, ni la continuation d'un certain "despotisme oriental" séculaire. Ce n'était pas non plus une période où les tendances persistantes au capitalisme luttèrent avec les tendances naissantes au communisme dans une situation de "lutte des deux lignes", nécessitant une "révolution permanente" pour être menée à bien, comme le prétendaient certaines factions au sein du Parti. Il s'agissait d'un régime de développement inégal, en constante évolution, composé d'éléments incohérents. Son seul véritable facteur d'unification était la poussée du développement, elle-même fondée sur le prélèvement des surplus de céréales de la campagne vers la ville. ». C'est ainsi que malgré nos divergences, nous sommes là face à ce qui fait tout l'énorme intérêt du texte de *Chuang* : l'extrême pertinence et précision de leurs analyses permet de souvent discuter ou même contester leur problématique et leur prise de « parti ». La situation ici décrite est exactement celle d'une FES de transition, c'est-à-dire la coexistence brinquebalante de plusieurs modes de production, avec la difficile domination et synthèse du capitalisme d'État. Il ne s'agissait pas d'un « non-mode de production », de « socialisme à projet communiste » quand officiellement, il s'agissait de « collectiviser les campagnes » et bien au-delà comme l'écrit Mao de dépasser la propriété collective (institution soviétique considérée comme limitée) en propriété du « peuple tout entier » pour finalement n'avoir qu'un but : leur enlever le pain de la bouche ce qui fut fait, littéralement, lors du « Grand Bond en avant ».

Dans la IIème partie, « Poussière rouge », en ce qui concerne la période des années 1950 à 1970, nous pouvons partager l'idée que : « le régime socialiste développementiste de la Chine n'a pas été capable d'être cohérent [nous soulignons] en tant que véritable mode de production, ni en tant que "capitalisme d'État" ou "capitaliste bureaucratique" ». Ce n'est pas pour autant que nous souscrivons à la suite, selon laquelle il s'agissait d'un « régime socialiste développementiste [qui] n'était pas capitaliste. » Il est évident que ce n'est pas, comme l'écrit *Chuang*, « le résultat final de la transition [qui] prouve d'une manière ou d'une autre l'essence capitaliste préexistante de l'ère socialiste. » Mais ce n'est pas « une étrange présomption logique », comme l'écrit *Chuang*, que de dire que le « système » développé par l'État sur la base du surtravail dans les usines existantes (quelle que soit la faible efficacité de la chose) et le prélèvement maximal dans les campagnes constituent la formation du mode de production capitaliste. Si, avec grand intérêt et de façon pertinente, nous suivons la présentation de cette période des années 1950 aux années 1970 telle que faite par *Chuang*, il ne nous resterait plus qu'à l'appeler « socialisme à projet communiste ». Il est vrai que durant cette période, à l'accumulation chaotique de surtravail par le moyen dominant de la

¹³¹ Nous assumons ici le glissement de sens de la formule « formation économique et sociale ». Chez Marx elle désigne le processus de passage d'un mode de production à un autre, le mot « formation » met l'accent sur le processus d'engendrement des divers modes de production. Une société particulière concrète peut appartenir simultanément à plusieurs FES. C'est, semble-t-il, à Lénine (*Ce que sont les amis du peuple*, 1894, et *Le développement du capitalisme en Russie*, 1899) que l'on doit le glissement vers l'emploi repris par de très nombreux économistes marxistes où FES désigne l'articulation de plusieurs modes de production dans une même société, c'est alors cette société qui devient une FES. (voir sur la question, Bensussan et Labica, *Dictionnaire critique du marxisme*, Paris, Quadrige/PUF, 1999, p. 473-475).

contrainte, a succédé une accumulation qui se passe plus ou moins par la simple nécessité de la reproduction du mode de production.

La notion de « capitalisme d'État » est sujette à beaucoup de critiques en ce qu'elle assigne la détermination principale du mode de production à une forme de propriété, c'est-à-dire qu'elle déplace la définition des rapports de production vers des rapports juridiques¹³². Il s'agit en fait de comprendre cette appellation comme exprimant le rôle éminent de l'État dans une phase de transition où coexistent plusieurs modes de production. Il faut l'intervention constante et parfois « encombrante » de l'État pour assurer le développement et le triomphe du mode de production capitaliste menant la danse durant cette période. C'est alors une « longue marche » qui s'ouvre pour la classe capitaliste née dans les oripeaux de la bureaucratie pour accéder à sa libre existence. « Longue marche » qui fut, pour les Chinois, comparativement à leurs homologues soviétiques, plus rapide et largement facilitée par le contexte international (comme le montre bien *Chuang*), l'autonomie d'accumulation *nationale* encore possible pour l'URSS des années 1920 aux années 1960 ne l'était plus pour la Chine. Comme l'écrit et le démontre *Chuang* : « Nous proposons plutôt [dans cette IIème partie du livre] une théorie sur la façon dont un régime socialiste développementiste qui n'était pas un mode de production¹³³ s'est lentement décomposé, dépassé par la dynamique d'auto-renforcement de l'ouverture au marché qui allait finalement se transformer en un mode de production régi par la loi de la valeur [nous soulignons] ». Il faut répéter que nous avons avec *Chuang* le problème récurrent de l'extrême pertinence de leurs analyses et démonstrations factuelles qui, à notre avis, sont en décalage avec leurs présupposés idéologiques et politiques.

Alors que Chris Arthur, à propos de l'URSS, avait mis de l'eau dans son trotskisme, *Chuang* parle pour la Chine de « socialisme », d'« ère socialiste » ou plus précisément de l'énigmatique « régime socialiste développementiste », expression reprise maintes fois dans les deux parties du livre. Mais il est clair que, bizarrement, le « socialisme » dont parle *Chuang* n'a pas le caractère émancipateur auquel le mot est habituellement associé. Ils parlent bien d'un « projet communiste » porté par les masses populaires et incarné par le PCC, au moins dans les débuts. Cependant, poursuivent-ils : « Pendant ce temps, il n'y avait aucune preuve de transition vers le communisme, qui restait un horizon purement idéologique [nous soulignons]. [...] Tout au long de la période révolutionnaire et jusqu'à la fin des années 1950, nous qualifions ce processus de "projet communiste". Ce projet a été incroyablement diversifié tout au long de son existence, et il a toujours été défini par son statut de mouvement de masse avec des racines profondes dans la population. ». Nous en arrivons à lire des choses absolument incroyables : nous voilà donc avec un « projet communiste », comme « horizon idéologique », sans aucun signe de « passage au communisme » et les masses, toujours prêtes à servir « d'idiots utiles », adhérent.

Heureusement (si l'on peut dire) : « Avec les échecs de la fin des années 1950 (famine dans les campagnes et grèves dans les villes côtières), non seulement le mandat populaire du PCC a été remis en question, mais le projet communiste lui-même a commencé à s'ossifier. La participation populaire s'étant évaporée en réponse à ces échecs, ce qui avait été un projet communiste de masse a été réduit à ses moyens : le régime socialiste développementiste. Ce dernier ne pouvait lui-même être maintenu que par l'intervention de plus en plus importante du Parti, qui à la fois le fusionnait avec l'État (en tant qu'appareil administratif bureaucratique *de facto*) et coupait son couplage avec le projet communiste. Cependant, même au plus fort de sa diversité, ce projet a finalement été défini par un horizon communiste particulier qui avait émergé de la combinaison du mouvement ouvrier européen et de l'histoire propre de la région en matière de révoltes paysannes millénaires. ». Comment s'étonner de « l'ossification » du « projet communiste » quand celui-ci n'avait été qu'un « horizon idéologique » couplé à un développement fondé sur l'extorsion de surtravail et des prélèvements massifs bien réels quant à eux ? Pour *Chuang* « l'ossification du projet communiste »

¹³² Laissons de côté que, selon les moments, les rapports de propriétés font partie, chez Marx, soit de la « base économique » soit des « superstructures ».

¹³³ Nous avons critiqué plus haut cette thèse et nous y reviendrons plus loin : une période de passage au mode de production capitaliste est une coexistence de modes de production (avec un mode imposant aux autres sa dynamique et sa logique) et non un « non-mode de production ».

accompagne l'ossification de la société chinoise tout entière du fait que la cohérence du « régime socialiste développementiste », en l'absence (présupposée) de socialisation par la valeur, reposait entièrement sur l'État.

2) *Un « régime socialiste développementiste » : « socialiste » de par la propriété d'État des moyens de production (étatisation dans les années 1950) et la planification.*

Le processus d'étatisation progressive de tous les secteurs en dehors de l'agriculture et de transformation de l'économie de la Chine en économie planifiée est décrit dans ses phases successives aux chapitres « Premières nationalisations », avec les « Origines du premier plan quinquennal » et « L'Extension du modèle soviétique » de la Ière partie :

C'est à l'issue de ce processus, au début des années 1950, qu'on pourrait donc parler d'un « régime socialiste développementiste » en Chine. Selon *Chuang*, jusque-là le PCC – conformément à ses principes de révolution par étapes – s'était limité à mettre en œuvre un programme « démocratique » – réforme agraire et démocratisation – sans toucher à la propriété privée et aux classes possédantes. Ce qui fait qu'on aurait une absence de capitalisme, y compris un capitalisme d'État, et en fin de compte un système social sans véritable cohérence, qui se définirait négativement. Comme dans l'analyse proposée par Chris Arthur pour l'URSS, selon *Chuang*, la société chinoise de l'époque de Mao ne connaît pas le marché, la concurrence, etc.

« À l'époque socialiste, les marchés n'existaient pas (comme avant sous le système impérial) ni comme ils existeraient à l'avenir (sous le capitalisme). L'argent existait nominalelement, mais il n'était guidé ni par les impératifs mercantiles du mode de production tributaire ni par les impératifs de valeur du système capitaliste. Au contraire, il était le simple reflet mécanique de la planification de l'État, qui n'était pas calculée en fonction des prix mais en fonction des quantités de produit industriel. L'argent ne pouvait pas fonctionner comme l'équivalent universel ».

La question qui se pose alors, c'est comment, par quelles impulsions, une telle société se reproduit-elle ? Chris Arthur parle « d'impulsions extérieures au procès de production lui-même », et *Chuang* précise : l'agent fondamental de la reproduction de la société chinoise sous le « régime socialiste développementiste », c'est l'État.

« Il en est résulté qu'aucun mode de production ne s'est réellement déployé pendant le régime socialiste développementiste, et c'est précisément pour cette raison que l'État lui-même, de plus en plus fusionné avec le Parti (et, en fin de compte, l'armée) a joué le rôle mécanique d'organisateur de la production, de la distribution et de la croissance. Dans certains cas, cela impliquait de reproduire les modèles observés lors de la transition vers le capitalisme, dans d'autres d'importer des pratiques, des techniciens et des usines entières d'URSS, et dans d'autres encore de reproduire ou réinventer des formes de déploiement de la main-d'œuvre, de développement des infrastructures et de mobilisation culturelle qui ressemblaient beaucoup aux pratiques historiques dans la région. En même temps, comme ces méthodes d'accumulation étaient mécaniques, l'État avait tendance à s'engluer dans une bureaucratie rigide si une politique ou une méthode était en place depuis trop longtemps ». (*Les origines du Grand Bond en avant dans les villes*).

Mais alors, il faut reconnaître que la dynamique du « non-mode de production/régime socialiste développementiste », c'est une inévitable « ossification », selon les termes mêmes de *Chuang*, conduisant à un effondrement et ouvrant la voie aux réformes « de marché ». Là, le « non-mode de production » se mord la queue : « Cette situation de fusion Parti-État, d'ossification bureaucratique et de marchés noirs croissants allait finalement conduire à la formation de la classe capitaliste rouge et à l'effondrement du régime socialiste développementiste en faveur de réformes du marché intérieur et d'une intégration croissante aux réseaux de production capitalistes mondiaux. ».

De plus : « À mesure que le Parti-État devenait omniprésent, il accélérât également sa propre ossification, sous la forme d'une corruption et d'une bureaucratie croissantes et d'un gonflement du pouvoir aux échelons intermédiaires aux dépens du centre. ». Et Chuang d'ajouter : « Le mythe du socialisme chinois est censé correspondre exactement à la composition réelle de la société chinoise ».

Y a-t-il eu ou non « socialisme » en Chine, ou n'est-ce qu'un « mythe » ? Nous demeurerons dans le flou. Ce n'est pas, dans la II^{ème} partie, une note de bas de page dans laquelle *Chuang* semble faire un peu machine arrière, qui peut lever le doute :

« «Sorgho & Acier» et son concept de «régime socialiste développementiste» de la Chine étaient des critiques implicites des diverses théories selon lesquelles tous ces régimes n'étaient que des variations du capitalisme (que ce soient le «capitalisme d'État», le «capitalisme bureaucratique», la description de l'URSS par Bordiga comme étant simplement le «capitalisme russe», ou le concept de la «déformation de la valeur» d'*Aufheben*). Plutôt que de résumer ces débats, nous avons simplement cherché à présenter notre propre récit de l'expérience spécifiquement chinoise, et l'article est en effet le résultat de plus de dix ans de confrontation avec ces théories. Plusieurs lecteurs ont supposé que cette présentation reflétait un manque de familiarité avec ces théories, mais notre récit ne prétend pas aborder les nombreux autres régimes qui se sont dits «socialistes». Une petite poignée d'ouvrages ont tenté de traiter directement de la Chine (à savoir les exposés de Loren Goldner et d'Elliot Liu), et nous les avons abordés. Mais très peu de ces théories ont été formulées en pensant à la Chine et, en fin de compte, nous soutenons qu'on ne peut pas comprendre l'histoire chinoise en étudiant la Russie. »

Quelle est alors la spécificité chinoise ?

3) *Le socialisme chinois : les prix, la monnaie, le crédit, le salaire, sans la valeur ?* (sans blague)

Chuang récuse toute comparaison avec l'URSS : « L'une de nos thèses fondamentales est simplement que la Chine n'est pas la Russie. Bien qu'influencées par l'expérience russe, les tentatives chinoises de l'imiter n'ont jamais abouti, et ont néanmoins été appliquées dans un contexte fondamentalement différent. »

Pourtant, au-delà des évidentes spécificités historiques et des différences concrètes, ce que décrit *Chuang* en tant que « régime socialiste développementiste » appelle irrésistiblement le rapprochement avec l'expérience soviétique aussi bien sur le plan de la théorie que pratiquement : marché et concurrence n'existent pas dans le système chinois, mais pourtant les catégories de monnaie et de prix sont une réalité, comme en URSS.

En ce sens, on peut rapprocher la problématique du «non-capitalisme» en Chine de *Chuang* – malgré sa spécificité – de ce que l'économiste marxiste français Bernard Chavance nommait dans son ouvrage *Le capital socialiste*¹³⁴ « l'économie politique du socialisme », qui s'inscrit dans l'héritage du programme ouvrier et de ses thèses sur le dépassement du capitalisme. Que cela soit le « capitalisme organisé » de la social-démocratie allemande (Karl Kautsky, Rudolf Hilferding in *Le Capital financier*) ; le modèle de la planification économique en temps de guerre du capitalisme allemand sous tutelle de l'État ouvrier chez Lénine ; le concept d'« accumulation primitive socialiste » de Nicolas Boukharine et Evgueni Preobrajenski ; le plan et la loi de la valeur selon l'« économie politique du socialisme » stalinienne, formalisée dans diverses « directives » ou « manuels » successifs élaborés, quelquefois au nom de Staline, par les économistes du Parti ; les débats autour de l'opposition de gauche et de Trotski sur la nature de « l'État ouvrier » en URSS.

Quand *Chuang* expose les diverses étapes de la nationalisation-étatisation de l'économie en Chine, ce qui apparaît, sous une forme tout à fait spécifique, c'est une reprise de cette « économie politique du socialisme ».

L'économie chinoise a connu à partir des années 1950, et même avant si l'on tient compte de la période où le PCC impose son hégémonie, contre les Japonais puis contre le régime du

¹³⁴ *Le capital socialiste*, Paris, Éd. Le Sycomore, 1980.

Kuomintang, sur une partie du territoire, un processus de nationalisation, d'étatisation dont les étapes sont décrites par *Chuang*.

« En 1949, bien avant le premier plan quinquennal [...] le nouveau secteur d'État, dirigé par le PCC, possédait 58 % des ressources en énergie électrique du pays, 68 % de la production de charbon, 92 % de la production de fonte brute, 97 % de l'acier, 68 % du ciment, 53 % du fil de coton. Il contrôlait également tous les chemins de fer, la plupart des communications et des transports modernes, et la majeure partie des activités bancaires et du commerce intérieur et extérieur. [...] Mais ces entreprises, bien qu'étant sous monopole d'État, étaient toujours soumises aux impératifs capitalistes de l'accumulation de valeur, et étaient donc considérées comme "capitalistes d'État" plutôt que "socialistes". »

Chuang poursuit cet historique : « Après ce transfert de capital "bureaucratique", les étapes suivantes de la nationalisation ont été franchies : (2) la nationalisation du système bancaire ; (3) le transfert des entreprises et usines privées ; (4) la "coopérativisation" de l'artisanat et des colporteurs ; et (5) la création de communes urbaines. [...] Les 3^{ème} et 4^{ème} étapes de la nationalisation – le transfert des entreprises et des usines privées – ont été les plus longues et aussi les plus cruciales. La nationalisation des entreprises privées a impliqué trois millions d'entreprises et d'usines privées et a touché directement une population urbaine de soixante-dix millions d'habitants ».

Et *Chuang* conclut qu' à partir de ce moment, les « impératifs de l'accumulation de valeur » (les rapports marchands-monnaïres) qui s'imposaient encore même au secteur d'État disparaissent et la loi de la valeur cesse d'être opérationnelle : « L'achèvement des 3^{ème} et 4^{ème} étapes de la nationalisation a sapé tous les mécanismes antérieurs de distribution des marchandises en détruisant à la fois les *marchés capitalistes modernes et les réseaux mercantiles des artisans et des colporteurs* (essentiellement ruraux) de la région. *Sans la loi de la valeur guidant la distribution des marchandises, la localisation des investissements et les mouvements de personnes*, le Parti et le nouvel État étaient considérés comme les seules forces alternatives capables d'une coordination à grande échelle. Comme la transition vers le capitalisme était intentionnellement ralentie, le Parti a demandé à l'ossature de l'État central de reprendre les fonctions de base de la production, lançant un nouveau cycle de développement national guidé par la structure de planification expérimentée dans le Nord-Est. »

Nous retrouvons là le postulat de base du « non-capitalisme » : le capital ne serait *revenu* qu'avec la transition de la Chine hors du socialisme et son intégration dans l'économie mondiale. Cependant : « L'État lui-même, de plus en plus fusionné avec le Parti (et, en fin de compte, l'armée) a joué le rôle mécanique d'organisateur de la production, de la distribution et de la croissance. » *Chuang* laisse alors une question en suspens : sur quelle base, sur quels critères s'effectuent cette organisation et cette distribution de la masse de fonds d'investissement d'État et des infrastructures physiques ?

La cohérence viendrait des plans quinquennaux. Mais d'où vient la « cohérence » des plans quinquennaux (dans la mesure où « cohérence » il y a ...) ? Est-ce que les investissements, les relations entre les entreprises sont le résultat d'une partie de mahjong, de go ou de la réussite de la traversée à la nage du Yangtsé par le bureau politique ?

Il est exact qu'il n'y a pas de « marché » au sens strict des biens de production et de consommation, il y aurait certes des « prix », une monnaie nationale, des rapports monétaires, mais ces prix n'auraient « qu'un caractère formel, c'est la planification, le plan quinquennal et ses instanciations, qui les remplacent dans les fonctions qu'ils auraient dans une économie marchande : ils ne jouent qu'un rôle d'instruments subsumés sous le plan, qu'ils ne font que mettre en œuvre, et qui est fondamentalement formulé en "quantités physiques" [en valeurs d'usage] ». Mais ces quantités physiques qui sont censées s'équilibrer dans le plan ne peuvent être calculées qu'en temps de travail social moyen. Chassez la valeur par la porte, elle revient par la fenêtre.

Si les flux financiers sont affectés à l'exécution du plan, comme l'écrit *Chuang*, il faut bien qu'ils aient un quelconque rapport avec « l'exécution matière » du plan, il faut donc de l'une façon ou d'une autre il y ait relation entre les marchandises et ces flux. Tout cela a beau se passer en « quantités physiques » sous la belle appellation de « valeurs d'usage », il n'empêche que selon *Chuang* même : les caractéristiques de l'ancien système financier, telles que les prix et les bénéfices, étaient désormais

« utilisées pour contrôler et surveiller les performances, et non pour orienter les décisions d'investissement ». « Contrôler et surveiller les performances », quel bel euphémisme ! On « contrôle et surveille les performances » mais cela « n'oriente pas » les investissements. Bizarre. *Quand la marchandise feint de l'ignorer, la monnaie se venge impitoyablement de son dédain.*

Dans sa forme idéale, la « planification du bilan matière » permettrait à un planificateur « d'utiliser un tableau d'entrées-sorties pour calculer les besoins interdépendants de l'ensemble de l'économie » ; bien loin d'être « socialiste », l'économiste américain Wassily Leontief (conseiller du Président Nixon) a eu en 1973 un prix Nobel d'économie pour avoir établi de tels tableaux.¹³⁵

Si cette planification n'était pas minée de l'intérieur par la loi de la valeur, par le fait qu'elle est un *marché contraint* ce qui est une contradiction dans les termes, si elle n'était pas le processus de constitution d'une classe capitaliste et son support momentané dont elle cherche à se libérer, on aurait du mal à comprendre pourquoi ce modèle « idéal », inspiré de la planification soviétique et mis en place avec l'aide des techniciens envoyés par l'URSS, diffère inexorablement de la planification réelle. Le plan chinois survient *dans une autre phase du capitalisme mondial* (ce que montre *Chuang*), il évolue rapidement en s'écartant du « modèle » et en se « décentralisant » de plus en plus. Cette « décentralisation » est une nécessité interne de toute planification pour laquelle être « matière » est une contradiction interne vis-à-vis d'elle-même avec le temps de travail et la valeur qui est sa propre réalité. Cette « décentralisation » s'apparente en fait à un relâchement, voire à un complet abandon de la planification, par conséquent à un recours ouvert au marché comme le montre le chapitre *La grande décentralisation* dans la 1^{ère} partie « Sorgho et Acier » : les gouvernements locaux sont dotés d'une marge de manœuvre substantielle dans la prise de décisions concernant le développement économique. Le plan chinois était par ailleurs plus rudimentaire et moins centralisé que le plan soviétique, *Chuang* le signale et cela est confirmé par Barry Naughton, économiste américain spécialiste de l'économie chinoise, dans son ouvrage *The chinese economy - Transitions and growth* (« L'économie chinoise - Transitions et croissance », 2007 – non traduit) : 600 produits concernés contre 60 000 en URSS dans les années 1970. Nous connaissons la suite. Dire que la « transition au capitalisme » ne s'effectue qu'avec « l'ère des réformes » est très contestable.

Au-delà de la « critique » : tentative de synthèse

Nous nous sommes longuement intéressés dans cette première partie de la *Postface*, au premier chapitre, « Sorgho et Acier », de l'ouvrage que nous publions. La deuxième partie de l'ouvrage, « Poussière Rouge », analyse les transformations survenues avec l' « ère des réformes » – après la mort de Mao – et « l'entrée dans la voie du capitalisme ». Cette chronologie, avec la périodisation qui en découle, est structurée par la problématique fondamentale de *Chuang* : avant 1949, le capitalisme n'avait pas réussi à s'imposer (« échec de la transition ») ; la période à partir de 1949 fut selon eux un « non-capitalisme », un « régime socialiste développementiste » et ce serait seulement à partir de l' « ère des réformes » que la Chine accomplirait sa « transition au capitalisme ».

Le Capital de Marx est une exposition conceptuelle du mode de production capitaliste, mais non une *description* de la chose et encore moins de sa genèse diverse, surtout quand, dans un système mondial, il est déjà existant et dominant. Les mouvements nationaux de la seconde moitié du XIX^e s., l'insurrection *ouvrière* de l'après Première guerre mondiale ne justifient historiquement en aucune manière les appellations « socialistes », « nationalistes », « tiers-mondistes » ou « anti-

¹³⁵ Notons que c'est dans le cadre de la Révolution russe qu'il pose les bases de sa théorie – en réalisant une première version de son analyse des échanges inter-industriels – quand il travaille, de 1921 à 1925, sur les tout premiers plans de l'économie soviétique avec Preobrajenski et d'autres. Il quitte l'URSS en 1925 pour l'Allemagne, puis s'installe aux USA en 1931.

coloniaux » sous lesquelles se sont effectuées les émergences *toujours particulières* d'une classe qui a pris en charge la *nécessité capitaliste*, qu'elle le veuille ou non. Cela avec tous les conflits qui à ce moment-là traversent cette classe en formation. C'est exactement ce que démontrent, à l'évidence, au-delà de leur idéologie, les incontournables textes de *Chuang*.

Dans cette seconde partie de notre avant-propos nous reprendrons deux points avant d'élargir.

a) *A propos des campagnes.*

Le plan chinois, c'est une caractéristique qu'il partage avec le plan soviétique, a été un outil de pompage de richesse sur les campagnes pour l'industrialisation forcée, pour réaliser coûte que coûte le développement de rattrapage. Le terme « céréales » souvent employé à ce propos doit être entendu dans un sens très large, car selon l'historien Alain Roux, dans *La Chine au xx^e siècle*¹³⁶ : « les statistiques chinoises incluent dans la production de céréales celles du soja, des haricots et des tubercules (pour la matière sèche) ». Mais lorsque l'expropriation par l'État de la production agricole franchit certaines limites, on aboutit à la famine. Celle du « Grand Bond en avant » dure trois ans (1959-1962) et son ampleur (il fait autour de 45 millions de morts) est comparable à la grande famine soviétique des années 1931-1932.

Cependant, sur la manière dont ces risques de famines consécutifs à une extraction excessive du surplus sont assumés par la bureaucratie, longtemps avant le « Grand Bond », *Chuang* apporte cette précision dans une note de bas de page :

« Comme l'a expliqué Chen Yun, qui siégeait au comité de rédaction du premier plan quinquennal, la logique qui sous-tendait le contrôle de l'État sur les céréales était alors : "Y a-t-il des lacunes ?" Oui. Cela pourrait freiner l'enthousiasme de la production, mener des gens à la mort [...] et provoquer des insurrections dans certaines régions. Mais ce serait pire si nous ne l'appliquions pas. Cela voudrait dire reprendre la vieille route de l'importation de grains par la Chine. »¹³⁷

On ne peut pas soutenir d'une part que le PCC cherchait à prélever le surplus maximum dans les campagnes et « en seconde main » sur les ouvriers pour réaliser une accumulation industrielle qui, au passage, comme le montre *Chuang*, octroyait une part toujours croissante du produit national aux membres haut placés de l'appareil d'État, et, d'autre part, que simultanément ce même Parti *s'opposait à la transition capitaliste*. Très souvent *Chuang* semble ne pas tirer les conséquences de ses propres analyses et c'est exactement là, malgré les réserves que nous formulons ici, toute la force de leur travail et l'intérêt de sa publication.

La « poussée industrielle » dont ils parlent pour définir (sans plus) la période dite « socialiste » semble se situer *hors de tout rapport de production*, comme une sorte de développement strictement économique-matériel se déroulant dans un *no man's land* des rapports de production. Il y a des conflits, des contradictions, de l'exploitation (ou plutôt de la « neutre » « extorsion de ressources »), mais nous ne savons jamais quels rapports de production définissent et sont définis par ces conflits dans cette « poussée industrielle ». Le « socialisme » exposé par *Chuang* serait comme un régime d'exploitation avec des rapports de classes, mais non-capitalistes. Non seulement non-capitalistes, mais non-tout-autre-chose : un « développement matériel » sans rapports de production.

1) *À propos du marché du travail et de son absence*

¹³⁶ *La Chine au xx^e siècle*, Paris, Éd. Armand Colin, 2001.

¹³⁷ *Chuang* reprend ce commentaire du livre de Jeremy Brown, *City versus countryside in Mao's China : Negotiating the Divide* (Ville contre campagne dans la Chine de Mao : négocier la fracture), Cambridge University Press, 2012.

Cette absence de « marché du travail » serait, plus rigoureusement parlant, celle du marché de la force de travail et du salariat. Le salariat ne serait en Chine qu'une *forme* de surface, sans *contenu* capitaliste, la reproduction de la classe ouvrière aurait lieu en dehors de tout « marché » aussi bien « marché du travail » que marché des biens de consommation. C'est ce que *Chuang* déduit du système de la *danwei* (« unité de travail »), décrit précisément mais qui ne concerne en réalité qu'une minorité des travailleurs chinois. Il est vrai, comme ils l'exposent, que « les gouvernements locaux ont été encouragés à proposer des alternatives aux salaires. De nombreux chefs d'entreprise ont ainsi relancé les pratiques des précédents “industrialisateurs”, qu'ils soient seigneurs de guerre, nationalistes ou japonais, qui avaient tous cherché des solutions locales au chaos inflationniste en temps de guerre en [comme le souligne *Chuang*] *internalisant la reproduction du travail dans l'usine par la fourniture directe de choses comme la nourriture, le logement et les soins médicaux sans recours au marché.* »

Dans ces unités de travail, le salarié est entretenu – nourri, logé, transporté, formé, soigné – directement par l'entreprise, il ne vendrait donc pas sa force de travail contre un salaire en argent qu'il dépenserait ensuite pour se reproduire : sa reproduction est intégrée à celle de l'entreprise, à son accumulation, il suffit que ce type d'intégration soit prédominant, comme dans le système de la « *danwei* », des grandes entreprises et des administrations d'État, et les notions de salariat, d'exploitation et de plus-value ne seraient plus pertinentes. Sous couvert de nous dire qu'il n'y aurait ni vente de la force de travail, ni salariat, *Chuang* nous décrit exactement l'esclavage.

Dans un chapitre au titre significatif, *Le travail sans la valeur* (*Labor Without Value*), de la I^{ère} partie (« Sorgho et Acier »), cette notion d'un salariat formel, sans contenu capitaliste, est explicitée comme suit :

« Cette relation entre les travailleurs et l'État deviendra l'une des caractéristiques marquantes du régime socialiste développementiste, qui gère de plus en plus le travail comme s'il était un élément de l'usine elle-même. Les ressources destinées à la reproduction du travail, plutôt que d'être intégrées dans le salaire, étaient tirées de fonds dits “d'Investissement dans la Construction de Capital” (ICC), destinés à l'origine à l'achat de nouvelles machines et à la construction de complexes industriels. Mais au cours des années 1950, des montants croissants de ces fonds d'investissement ont commencé à être affectés à des “ICC non productives”, ce qui impliquait des projets tels que la construction d'unités résidentielles, d'hôpitaux et d'autres installations qui ne contribuaient pas directement à la production économique ¹³⁸ [...] »

« Le *welfare* n'étant pas géré ou distribué au niveau du gouvernement national, provincial ou même local, mais au niveau de l'entreprise industrielle, tout comme les investissements dans les usines ou les machines [...] Mais il garantissait également que ce surplus *ne pourrait jamais se transformer en plus-value* [nous soulignons], en raison de son détachement croissant du salaire et de l'absence quasi-totale de tout ce qui ressemble à un marché du travail, *empêchant la force de travail de se constituer en marchandise* [*idem*], même si le travail en tant que tel était traité par les planificateurs comme n'importe quel autre bien de production ».

Dans son livre, *Le capital socialiste*, Bernard Chavance met en évidence, comme une caractéristique de ce qu'il nomme l'« économie politique du socialisme », l'usage qui y est fait de la distinction « forme » (capitaliste) et « contenu » (socialiste). Ainsi la question de l'« abolition du salariat » est formulée dès 1920 par Boukharine en ces termes :

« Le *salaire* devient une grandeur formelle sans contenu. Dès que la classe ouvrière devient dominante, le travail salarié disparaît. La production socialisée *ne comporte pas* de travail salarié. Et pour autant qu'il n'existe pas de travail salarié, il n'existe aucun salaire comme prix de la force de travail vendue au *capitaliste*. Il ne subsiste que la forme extérieure du salaire – la forme monétaire qui s'achemine, ainsi que le système monétaire, vers son auto-destruction. *Dans le système de la dictature prolétarienne, l'ouvrier obtient une part de travail social et non un salaire.*¹³⁹ » Ce qui est

¹³⁸ Est-ce que la reproduction de la force de travail (résidences, formation, transports, hôpitaux, etc.) ne contribue pas directement à la production économique ? (nda)

¹³⁹ Nicolas Boukharine, *Économie de la période de transition* (1920), cité dans B. Chavance, *op. cit.*, p. 87.

qualifié d' « exact ! » par Lénine dans une note marginale, et formulé ainsi par Preobrajensky à propos de l'économie d'État: « La particularité de la situation qui s'instaure ici réside dans le procès de liquidation de la force de travail en tant que marchandise, procès qui a commencé et progresse au fur et à mesure du développement des forces productives. ¹⁴⁰»

C'est l'argumentation qu'on retrouve par la suite dans tous les *Manuels, Précis*, etc. parus en URSS, jusqu'à cette formule de Segal : « [En Union Soviétique,] les moyens de production appartiennent au prolétariat dans la personne de son État. La classe ouvrière possède donc non seulement sa force de travail, mais aussi les moyens de production. *La force de travail n'est plus une marchandise.*¹⁴¹ » Comme l'écrit Bernard Chavance : sa vente n'est qu'une apparence.

En conséquence, dans cette période, il n'existerait pas selon *Chuang* un prolétariat au sens de classe faisant face au capital, et si la majorité des travailleurs sont maintenus en dehors du champ des *danwei* – en particulier la paysannerie, les intérimaires, les apprentis, les « paysans ouvriers », les paysans revenus à la ville, les « travailleurs des ruelles » (« lane workers ») et en général les « personnes à la périphérie de l'emploi industriel » – elle ne constitue qu'une préfiguration d'un véritable prolétariat, qu'ils désignent sous le concept de « proto-prolétariat socialiste ». Tout cela est bel et bon, mais en 1960 un vif débat anime la direction du PCC pour savoir si la meilleure « forme » du salaire est le salaire aux pièces ou le salaire au temps...

Dans ce « socialisme », les « relations » gouvernant (mal) la reproduction d'ensemble ne seraient que quantitatives, il n'y aurait pas de « marché du travail », pas de régulation par le temps de travail social moyen (valeur) et la consommation ouvrière ne répondrait pas à la reproduction « librement individuelle » de la force de travail. On peut montrer que tout cela ne contredit, en fait, qu'un mode de production capitaliste imaginaire. Les schémas de reproduction exposés par Marx dans le *Livre II* sont *quantitatifs*¹⁴², la péréquation du taux de profit est toujours une *tendance*, la loi de la valeur comme répartition du temps de travail social ne *s'impose qu'au travers de ses « crises »* (exactement comme, d'une autre façon, la « planification » est constamment obligée de se « décentraliser » et de se reprendre tous les trois mois). Enfin, dans la genèse du capitalisme en Angleterre, la « liberté individuelle » du travailleur fut souvent rudement malmenée. À propos du « marché du travail » qui aurait été, selon *Chuang*, inexistant dans la mesure où la « subsistance » était fournie par des collectifs attachés au lieux de travail et où la force de travail était gérée comme un élément de l'usine, on trouve ce type de situation au XIX^e s. dans les paroisses en Angleterre et chez les propriétaires de filatures qui veulent garder leur main-d'œuvre (l'empêcher d'émigrer [aux USA???) au moment de la Guerre de sécession. Sans s'étendre sur le « paternalisme », on peut également rappeler dans les débuts du capitalisme occidental toutes les situations où l'ouvrier ne recevait que des bons négociables dans les magasins de la compagnie ainsi que, quelques fois, le logement et le chauffage soustraits de son salaire.

¹⁴⁰ Evgueni Preobrajensky, *La nouvelle économique* (1926), cité in *ibid.*, p. 87-88.

¹⁴¹ Louis Segal, *Principes d'économie politique* 1934, Paris, Éditions sociales internationales (1936), cité in *ibid.* p. 89.

¹⁴² « Quantitatifs » en valeur, c'est-à-dire répartition du temps de travail social moyen dans les deux sections de la production avec leur composition en capital constant, capital variable et plus-value. À cette répartition-valeur doivent correspondre les éléments matériels de la production et reproduction élargie.

Élargissement

L'objet central du livre est d'exposer dans le détail en le périodisant le parcours chaotique de l'émergence et du triomphe du capitalisme en Chine au cours du xx^e siècle puis du xxi^e s.

Sur ce parcours nous divergeons sur deux points essentiels : le « non-développement du capitalisme en Chine avant 1949 » ; la caractérisation de la période dite « socialiste » comme un « non-mode de production ». Les deux thèses sont complémentaires.

a) Le « non-développement du capitalisme en Chine avant 1949 »

Les développements bien connus du mode de production en Chine par des investissements étrangers – développement de l'industrie lourde en Mandchourie par les Japonais, développement des transports, des infrastructures portuaires et des industries légères et de consommation dans les grands ports des zones côtières (Shanghai, Canton, etc...) par les capitaux occidentaux, ouverture de l'agriculture au marché, etc... – sont disqualifiés selon *Chuang* parce qu'ils ne promeuvent pas un capitalisme véritablement « chinois », avec un marché intérieur unifié sous l'égide d'un véritable État-nation et une économie nationalement cohérente. C'était bien la tâche historique prioritaire que se fixaient tous les réformateurs et révolutionnaires en Chine, et peut-être est-ce ce qui explique cette vision quasi « nationale » du capitalisme chez *Chuang*. En réalité, dès cette période des années 1920 à 1940, le mode de production capitaliste coexiste et se combine avec d'autres types de rapports sociaux, mais il exerce son hégémonie sur la société chinoise économiquement. Un océan de petite production agraire n'empêche pas que la dynamique de la société, c'est le développement du capitalisme, on le voit avec les luttes de classe des années 1920 et 1930, et le PCC – rejeton du mouvement ouvrier stalinien – est l'agent qui, après 1949, poursuit cette dynamique.

Nous ne faisons que nous référer ici au travail minutieux de *Chuang* sur toute cette période antérieure à 1949. Dans le chapitre « Du ménage au marché mondial », c'est le développement du marché dans les campagnes qui est exposé, c'est le prélude et les premiers pas du mode de production capitaliste, la chose est longuement démontrée dans *l'Accumulation du capital* de Rosa Luxemburg. Dans le chapitre « Les Capitaux étrangers et les villes portuaires », c'est le développement du capitalisme dans les zones côtières qui est analysé avec une description détaillée de la « main-d'œuvre coolie ». Dans le chapitre « L'Héritage industriel », c'est l'industrialisation du Nord-Est de la Chine par le Japon dans les années 1930-1940 qui est présentée.

Pourtant, selon *Chuang*, cette « première transition au capitalisme fut un échec ».

Le mode de production capitaliste semble avoir connu un développement certain en Chine avant 1949. Dans les zones portuaires de la côte et en Mandchourie, au milieu d'un océan de petite production parcellaire dans les campagnes, ce capitalisme était certes très loin de représenter l'ensemble de l'économie chinoise, il était « décentré », désarticulé, non « national », dépendant des investissements et du contrôle des puissances occidentales ou japonaise. Ce qui prédomine avant 1949 dans la société chinoise prise dans son ensemble (en tant que « formation économique et sociale » – combinaison concrète de diverses formes de rapports sociaux), c'est la petite production parcellaire, qui représente 80 % de la population, mais cela veut-il dire qu'un mode de production, le mode de production capitaliste, n'y occupe pas déjà une place décisive, et même prépondérante, au plan économique et politique ?

Ce dont le PCC hérite à mesure qu'il établit son pouvoir (donc dès le début des années 1940 surtout dans le Nord-Est) et dont il fera la base de son économie planifiée en l'étatisant (nationalisations des années 1950), c'est un capitalisme implanté par le Japon ou les puissances occidentales, mais un capitalisme tout de même. On peut se demander si pour *Chuang* la thèse de l'« échec de la transition au capitalisme », de cet inaboutissement du développement du capitalisme en Chine avant 1949, ne repose pas sur le fait que l'on n'a pas affaire au modèle canonique d'un « capitalisme national », plus ou moins « autocentré », ayant en lui-même sa propre cohérence. Mais ce modèle n'est qu'une forme historique particulière, et non la forme absolue du développement du capitalisme. On aurait là un glissement entre capitalisme et économie nationalement intégrée, « capitalisme national ».

b) La période dite « socialiste » comme un « non-mode de production »

En Chine, le socialisme aurait été un « non-mode de production », une sorte de transition paradoxale au capitalisme. Pour nous, ce que *Chuang* nomme la « structure de classe de l'ère socialiste », c'est le processus de transition dans une *formation économique et sociale*.

La « transition » n'est pas en elle-même un mode de production et encore moins un seul mode, type « capitalisme d'État », dont il faudrait alors expliquer la genèse par une autre « transition ». La transition vers le capitalisme est un processus qui ne peut se comprendre qu'à l'intérieur d'une *formation économique et sociale*, définie par la coexistence à la fois complémentaire et conflictuelle de plusieurs modes de production.

Si nous reprenons les analyses de *Chuang*, comme FES, la transition en Chine se présentait comme la coexistence des modes de production tributaire, féodal (métayage, fermage, avec de nombreuses persistances de terres communes qu'encore aujourd'hui les directions locales du PCC ont du mal à s'approprier pour en faire les collatéraux de leurs opérations de crédit), de la petite production marchande (même si nous ne considérons pas la petite production marchande comme un mode de production, elle est essentielle dans le paysage), du capitalisme où se distinguent les industries légères côtières et fluviales intégrées dans le capitalisme mondial ; les zones du Nord-Est avec les industries lourdes « japonaises » et la myriade de petites entreprises. Le mode de production capitaliste lui-même dans la FES de transition a des intérêts divers dans sa relation avec les autres modes de production. Surtout existent des intérêts divergents de la force de travail (ou des travailleurs plus ou moins « propriétaires ») engagée dans ces modes de production et procès de travail divers. Ce que *Chuang* qualifie de « socialisme » c'est cette transition, dominée par la fraction capitaliste d'État, au mode de production capitaliste à l'intérieur d'une FES.

Dans une FES, il y a toujours un mode de production dominant mais qui ne se développe et ne s'impose que dans *les termes que lui impose sa relation avec les autres modes*. Dans la situation chinoise ce que montre le texte de *Chuang* c'est que, pour le mode de production capitaliste, comme élément de la FES, cette imposition des termes dans lesquels il existe c'est le « capitalisme d'État » qui est alors, à la fois, un des modes de production dans la FES et le mode de production dominant et donnant la dynamique.

Dans cette FES, la fraction capitaliste d'État, dans ses propres conflits internes et dans ses relations avec les autres modes de production assure avec difficultés l'unité. *Chuang* montre comment la bureaucratie apparaît comme courant derrière tous les conflits pour colmater le système, c'est-à-dire les relations entre les divers modes de production qui forment la période de transition au capitalisme. Le capitalisme d'État est à la fois un terme de la FES et la dynamique absorbante. Tout le travail de la classe représentant ce capitalisme d'État consiste à s'imposer comme synthèse dans la FES de la transition. *Chuang* donne tout le matériel pour saisir cela en termes de luttes de classes même si c'est au nom des « contradictions à l'intérieur du socialisme ». Leur travail fournit les éléments pour comprendre comment la diversité des voies historiques par lesquelles les modes de production peuvent, au travers de conflits et de luttes entre classes et segments de classes, se rejoindre et disparaître dans la dominante pour se constituer comme *mode de production capitaliste*. La pluralité des processus par lesquels divers modes de production se fondent dans le capitalisme d'État furent la forme *transitoire* de l'émergence *nécessaire* du mode de production capitaliste.

Jusqu'à ce que la forme étatique du capital, forte de son succès, sape par là-même son fondement (assurer l'unité et la dynamique de la FES) et sa nécessité, libérant ainsi la bureaucratie et surtout ses rejets.

Chuang montre comment la nécessité de cette émergence est à la fois extérieure (internationale) et intérieure (nationale).

De façon extérieure

La Chine des années 1950 est une FES *dans un capitalisme mondial existant et dominant*. De ce fait, il n'y a pas d'alternative, la seule nécessité est celle de l'édification du capitalisme même sous le nom de « socialisme ». Il y avait mondialement un capitalisme imposant l'aboutissement et la résolution du procès, pas de façon simple, mais pesant très lourd. Le chapitre « Poussière rouge » montre bien le carcan mondial dans lequel la FES chinoise en transition est prise et déterminée, situant parfaitement (*de fait*) la nature de ce « quelque chose » nommé « socialisme » :

« L'espace pour ce projet de développement n'a été ouvert qu'en raison d'une crise mondiale de l'économie capitaliste. Des années 1910 jusqu'à la fin de la guerre de Corée et les récessions de l'après-guerre, l'économie mondiale semblait être au bord du néant. Ce vacillement a pris la forme d'un demi-siècle de guerre, de dépression et d'extrême imprévisibilité. L'économie mondiale s'est fragmentée, les nations ayant augmenté leurs droits de douane, mis l'accent sur le commerce intérieur en circuit fermé et lancé des projets d'industrialisation à l'échelle nationale, souvent à fort caractère militaire. Ce n'est que dans ce contexte de cloisonnement général de la production au niveau mondial que les projets socialistes ont pu se réaliser à une échelle aussi énorme, couvrant en fin de compte la majeure partie du continent eurasiatique. Ce n'est pas un hasard si les deux plus grandes révolutions socialistes ont eu lieu à peu près en même temps que les deux guerres mondiales, puisque ces guerres ont représenté deux sommets dans ce cloisonnement.

« De la même manière, le projet socialiste chinois n'a pu émerger que dans le contexte du mouvement ouvrier mondial et de la période d'expansion industrielle qui l'a conditionné. Cette expansion générale de l'industrie et de l'emploi manufacturier a permis aux chinois d'hériter d'une structure industrielle au moins rudimentaire (en Mandchourie), et aux nations occidentales de se concentrer sur le développement intérieur, plutôt que de chercher activement des sites de production à l'étranger. Il y avait peu d'incitations fortes à "ouvrir" la Chine à cette époque, et tenter de le faire semblait simplement une recette pour prolonger la guerre mondiale d'une autre décennie. La guerre froide était une détente dans laquelle le socialisme chinois était simplement mis en quarantaine et laissé à l'abandon. ».

Dans la dissolution d'un mode de production antérieur, une FES ne fait que dégager les éléments susceptibles de former un nouveau mode de production. Mais, avec la Chine des années 1950, nous ne sommes pas dans la phase historique de l'« accumulation primitive » où la dissolution des conditions antérieures n'était pas *ipso facto* identique à la constitution du mode de production capitaliste. Dans une FES de transition (par nature, toute transition est FES), le capital argent existant en Chine, mais de façon encore limitée et « étrangère », n'est pas par lui-même l'existence du travailleur libre ; inversement l'existence du travailleur libre n'est pas nécessairement celle du « capital argent ». Cependant, dans les années 1950, dans un mode de production capitaliste mondialement dominant, les deux termes et leur rencontre sont déjà sur les rails en Chine, comme l'expose parfaitement *Chuang* (concessions étrangères, existence déjà du capitalisme national, pénétration et domination du capitalisme japonais), mais de façon très distordue. Cela ne fait pas encore système, c'est le « socialisme », c'est-à-dire la bureaucratie du Parti fusionnée avec l'État, qui, plus ou moins *à ses dépens* (il y aura des vainqueurs et des vaincus), en fera un « système ».

De façon intérieure

La forme transitoire de l'émergence du capitalisme en Chine comme capitalisme d'État était intérieurement déterminée par une Chine *en train de devenir telle comme* « Chine ». Comme le montre également *Chuang*, en surpassant sa désintégration géographique c'est seulement dans cette transition que la « Chine » est en construction comme telle. Toutes les contradictions dans la coexistence entre les modes de production renforcent le capitalisme d'État comme la dominante à l'intérieur de la FES. La coexistence de modes de production différents est aussi celle de procès de travail différents même si les deux ne se superposent pas absolument. Dans la seconde moitié du xx^e siècle, en subsomption réelle du travail sous le capital, les inadéquations du procès de travail au

procès de valorisation/exploitation ne sont pas un problème « technique ». Il existe des procès de travail inadéquats et dominés en tant que tels.

Le texte de *Chuang* fait ressortir une inadéquation entre la « nécessité » du mode de production capitaliste et les développements, la nature, des forces productives existantes. Un des multiples intérêts de ce livre est son insistance sur les distinctions géographiques à surmonter dans lesquelles se crée la « Chine ». Distinctions et conflits que le capitalisme d'État, le « socialisme » selon *Chuang*, est appelé à résorber. La « nécessité » du capitalisme en Chine, prise en charge par l'État, se situe dans une articulation de non-correspondance dans laquelle la nécessité des rapports de production capitaliste (créer de la plus-value sous forme de plus-value relative) ne correspond pas globalement au développement des forces productives, sauf dans certaines régions. Il y a alors une non-correspondance entre le développement des forces productives dans lesquelles se poursuivent les autres modes de production et la nécessité de l'émergence d'un mode de production capitaliste contemporain à son existence mondiale (subsumption réelle du travail sous le capital). C'est dans cette non-correspondance que s'origine l'importance de l'intervention étatique (rien ne se reproduit alors, comme le dirait Marx, selon les « rythme des saisons »).

L'intervention de l'État s'autonomise par rapport à l'ensemble disparate de la structure économique existante. Dans une FES de transition, cette intervention de l'État n'est pas déterminée comme devant reproduire les conditions de la production, mais de les transformer et de les déplacer vers le mode dominant. À ses risques et périls en cas de réussite car, alors, *le capitalisme d'État sape sa propre légitimité* comme le montrent les diverses étapes des nationalisations telles qu'exposées par *Chuang*. La diversité des modes de production fait que, comme ils le soulignent, l'extraction d'un « surplus » ne résulte pas de la simple confusion, comme dans le mode de production capitaliste établi, entre le procès de travail et de valorisation, il faut qu'il y ait déplacement de la contrainte au surtravail, c'est-à-dire déplacement de la population, et transfert d'une section à une autre, d'un mode de production à l'autre du surtravail (avec les certificats de résidence le processus n'est pas encore achevé). Dans une FES de transition, l'État est l'instance que les contradictions et la diversité économiques désignent comme dominante en ce que cette transition ne peut se passer d'une action politique, policière, idéologique continue et omniprésente. Quand le mode de production fonctionne selon son autoprésupposition, le travailleur peut être abandonné à l'action des « lois naturelles » de la société, c'est-à-dire à la dépendance du capital, engendrée, garantie et perpétuée par le mécanisme même de la production, ce qui n'exclut pas et parfois souvent implique la police et les institutions sociales. Il en est autrement dans une phase de transition. Quels que soient les époques et les lieux, la classe capitaliste naissante et en formation ne saurait se passer de l'intervention constante de l'État afin de créer et de maintenir le travailleur (par nature récalcitrant) au degré de dépendance voulu.

Au fur et à mesure de sa réussite dans la synthèse de la transition, le capitalisme d'État sape sa nécessité et sa légitimité. À moins de considérer ce que tout le xx^e siècle a admis, avec des raisons certaines, comme « socialisme » ou même « communisme », cette fraction capitaliste d'État (à la fois fraction et dominante) a représenté la contre-révolution *au plus près* de ce qui fut une révolution en Russie et en Chine : la contre-révolution *produite par* et *adéquante* à la révolution comme affirmation du travail et libération de la classe ouvrière avec son terrible mix de révolution paysanne. En URSS, il faudra une « longue marche » de 70 ans pour que cette classe dominante se débarrasse de son péché originel socialiste ; en Chine, dans une autre configuration mondiale, les choses furent plus rapides. Avec l'effondrement de l'URSS, celui du « mouvement ouvrier », la classe bureaucratique chinoise a été à même de se sortir plus rapidement de son piège et de son péché originel. Non seulement la bureaucratie du capitalisme d'État apparaît comme, mais elle l'est réellement, la fraction qui produit, nécessite et finalement *fait obstacle* à l'achèvement de la transition (d'où la violence des conflits qui la traversent). *De là à la comprendre en elle-même et de par ces conflits qui la traversent comme « socialiste avec projet communiste », il n'y a que le pas à ne pas franchir.*

Dans « Sorgho et acier », *Chuang* montre comment « l'ère des réformes » s'impose et résulte de la lutte des classes durant la « révolution culturelle » et de la période qualifiée de « socialiste à projet

communiste ». Ce faisant, cette erreur d'analyse et cette confusion avec ce qui n'était que le fragile et transitoire « capitalisme d'État » leur permet de ne pas se contenter de proclamer : « c'était déjà du capitalisme et ça l'est maintenant devenu *pour de bon* ».

Ce que *Chuang* fait bien ressortir c'est l'importance d'un pouvoir « extra-économique » (juridique, politique, idéologique, militaire ...) qui se fonde et se légitime dans la nature du mode de production dominant antérieur (le « mandat du peuple »), et dans la lutte contre celui-ci. Après le grand bain de sang de 1927 qui brise le mouvement ouvrier chinois, le PCC s'appuie sur la paysannerie dans la construction des territoires où il installe sa domination : les « bases rouges ». La « conquête des villes » ne fait que marquer la fin de la guerre civile en 1949. La prise en charge de « l'héritage capitaliste » sera alors d'autant plus difficile que, comme le souligne *Chuang*, le revirement du PCC à la fin des années 1920 a fait que la classe ouvrière n'a joué aucun rôle dans la victoire de ses troupes et dans son entrée dans les grandes villes après la débandade du *Kuomintang*. La classe ouvrière a assisté passivement à la mise en place du nouveau pouvoir¹⁴³. Cette période entre 1927 et 1949 est décisive en ce qui concerne la construction ultérieure de l'État-PCC.

Si le mode de production mondialement existant et dominant imposait la solution, *la constitution du mode de production capitaliste telle qu'advenue dans les « Réformes » demeure une « trouvaille »*. C'est ce que montre *Chuang* quelles que soient ses intentions. Dans le contexte des luttes de classes en Chine durant le xx^e s., l'énorme intérêt de leur travail est de montrer que même si nous considérons que la Chine était devenue un « capitalisme d'État », puis qu'elle est devenue un « capitalisme ordinaire », ce n'est ni simple ni réconfortant, et que la chose ne s'est pas déroulée entre les pages d'un manuel d'économie, même « marxiste ».

Chuang « y croyait », c'est pour cela que les auteurs décortiquent le processus. Si la dynamique et la nécessité étaient déjà programmées par l'existence mondiale du mode de production capitaliste et par la configuration intérieure des modes de production, *le « résultat » n'existe pas en dehors de sa réalisation*. Tout ce qui est « nécessaire » doit cependant être fait, produit par des hommes et des femmes en chair et en os qui ne vivent pas dans la nécessité des modes de production et de l'Histoire mais la fabriquent et souvent en meurent comme les ouvriers de Shanghai et de Canton, ainsi que de nombreux groupes de « Gardes rouges » outrepassant le coup de force de la « Révolution culturelle » fomenté par Mao pour revenir au pouvoir après la catastrophe économique, sociale, humaine du « Grand bond en avant » et du « socialisme ».

À NOTER :

Sur le blog de *Chuang*, pas moins de 4 articles, de mars à juillet 2022, dans leur récente série de FAQ sur la société chinoise, expliquent leur problématique du « non-mode de production » (ni capitalisme ni communisme) et du « régime socialiste développementiste ».

Le 4ème, « La Chine n'était-elle pas un régime communiste sous Mao ? » reprend et résume efficacement l'argumentation des articles « Sorghum and Steel » et « Red Dust ». Cet article est proposé en Chinois, Français et Anglais : <https://chuangcn.org/2022/07/china-faq-communist/>

Il est précédé par les 3 articles suivants, proposés en Anglais et Chinois seulement, qui abordent fondamentalement la même question de la nature de la société chinoise :

- « What do chinese workers think about CCP » :

<https://chuangcn.org/2022/03/china-faq-ccp/>

- « Is China a capitalist country ? » :

<https://chuangcn.org/2022/03/china-faq-capitalist/>

<https://chuangcn.org/2022/04/china-faq-socialist/>

¹⁴³ À ce propos, le livre de Pierre Souyri, *Révolution et contre-révolution en Chine*, est incontournable (voir la bibliographie de cette Postface).

Bibliographie pour cette postface

* Les positions de Hillel Ticktin, Chris Arthur et *Chuang* s'inscrivent dans le débat déjà ancien sur la nature de l'URSS, de la Chine et des Pays de l'Est. On citera en premier lieu les contributions qui ont introduit une approche en termes de capitalisme :

- la gauche germano-hollandaise avec Hermann Gorter, Karl Korsch, Paul Mattick, Anton Pannekoek, Otto Rühle, dès le début des années 1920.

- Raya Dunayevskaia, dans son ouvrage le plus connu *Marxism and freedom* (1958) (*Marxisme et Liberté*, Paris, Éd. Champ libre, 1971 / Éd. Syllepse, 2016), développe en 1941-1942 l'analyse de l'économie de l'URSS comme capitalisme d'État.

- Tony Cliff (pseudonyme de Y. Gluckstein), *State Capitalism in Russia (Le capitalisme d'État en Russie)* écrit en 1948, publié en 1955, puis en version révisée en 1974 par Pluto Press. Sur la Chine, articles dans des revues britanniques (*International Socialism*, etc.), dont « *Mao and the workers* », 1957.

- la gauche italienne avec Amadeo Bordiga (années 1950-1960), notamment *Structure économique de la Russie d'aujourd'hui II* (1955), Paris, Éd. de l'Oubli, 1975.

- la revue *Socialisme ou Barbarie* (1949-1965) et le journal *Pouvoir Ouvrier* (1958-1969), avec les articles de Pierre Souyri (Pierre Brune) sur la Chine (sur le site Archives autonomes), et l'exposé de R. Maille « Le trotskysme et l'URSS », 14 octobre 1965 (repris in *Rupture dans la théorie de la révolution - Textes 1965-1975*, Genève-Paris, Éd. Entremonde/Senonevero, 2003).

- Pierre Souyri, *Révolution et contre-révolution en Chine - des origines à 1949* (écrit de 1958 à 1962), Paris, Éd. Ch. Bourgois, 1982.

- la revue *Internationale Situationniste* (1958-1969), avec notamment l'article du n° 11 (octobre 1967) « Le point d'explosion de l'idéologie en Chine ».

- Cajo Brendel, « Thèses sur la révolution chinoise », 1967 ; traduction in n° 4 des *Cahiers du communisme de conseils*, Marseille, printemps 1969, (sur le site Archives autonomes).

- Jean Barrot, *Communisme et question russe*, Paris, Éd. Futur antérieur, 1972.

- Jacques Baynac, *La terreur sous Lénine - 1917-1924*, Paris, Éd. Le Sagittaire, 1975 / Éd. Le livre de poche, 2003 / Éd. L'échappée, 2024 (édition revue et augmentée).

- Simon Leys (nom de plume du sinologue Pierre Ryckmans), « Les habits neufs du Président Mao » (1971) et « Ombres chinoises » (1974) ; repris dans *Essais sur la Chine*, Paris, Éd. R. Laffont, collection Bouquins, 1998.

- *Le Tigre de papier - sur le développement du capitalisme en Chine, 1949-1971* par un collectif signant Charles Reeves (Paris, Cahiers mensuels *Spartacus*, juin-juillet 1972).

- *Révo. cul. dans la Chine pop. Anthologie de la presse des Gardes Rouges (mai 1966-janvier 1968)*, Paris, Éd. UGE, 10/18, 1974.

- Bernard Chavance, *Le capital socialiste*, Paris, Éd. Le Sycomore, 1980, propose une histoire critique de l'idéologie économique en URSS de 1917 à 1954.

- la revue anglaise « *Aufheben* », dans une série de quatre articles sous le titre « What was the USSR ? », (n° 6 à 9, de 1997 à 2002), a élaboré une « theory of the deformation of value under state capitalism » (théorie de la déformation de la valeur dans le capitalisme d'État) en réponse aux positions de H. Ticktin et Ch. Arthur. « Sur la Chine », article paru dans le n° 16, « Class conflicts in the transformation of China », a été traduit dans le bulletin *Échanges* (« La lutte des classes dans la Chine en transformation », été 2008).

- une des références d'*Aufheben* est l'essai de Paresh Chattopadhyay, *The marxian concept of capital and the soviet experience - essay in the critic of political economy*, Bloomsbury Publishing, 1994 (*Le concept marxien de capital et l'expérience soviétique - essai de critique de l'économie politique*).

- Loren Goldner «Notes Toward a Critique of Maoism », *Insurgent Notes*, numéro 7, octobre 2012 et Elliot Liu, *Révolution et contre-révolution en Chine maoïste*, Paris, Éd. Syllepse, 2017, sont mentionnés par Chuang (note de bas de page n° 65 de la IIème partie).
- Bruno Astarian, *Luttes de classes dans la Chine des réformes (1978-2009)*, La Bussière, Éd. Acratie, 2009, mais son étude porte essentiellement sur l'après-maoïsme.
- Giulio Motosi, *Démocratie impérialiste en Chine - Les dilemmes du pluralisme à parti unique*, Montreuil, Éditions Science marxiste, 2023.